

Le modèle chinois est-il durable?

Conférence de M. Blaise GODET, ambassadeur de Suisse en Chine de 2008 à 2012¹

Lausanne – le 5 septembre 2012

RESUME :

La Chine, fière à juste titre des progrès économiques et sociaux enregistrés depuis plus de trente ans, commence à s'interroger sur le caractère durable de son modèle de développement.

INTRODUCTION :

La Chine va renouveler dès l'automne prochain les cadres du Parti puis ceux de l'État. Il s'agit d'une échéance importante. Sept des neuf membres du Comité permanent du Bureau politique du Comité central, sept des dix membres de la très puissante Commission militaire centrale et sept des huit membres du Conseil d'Etat – organisme qui supervise les activités du Gouvernement – ne se représentent pas. Pour la première fois, les jeux ne sont pas faits. S'il paraît acquis que l'actuel numéro six de la hiérarchie du Parti, le vice-président Xi Jinping deviendra le numéro un et occupera le poste de président de la République et que l'actuel numéro sept le vice-premier ministre Li Keqiang dirigera le Gouvernement, l'attribution des autres sièges fait encore l'objet d'intenses spéculations, attisées par le fait que pour la première fois la transition se déroulera sans que Deng Xiaoping n'étende son ombre tutélaire. En d'autres termes, elle est plus incertaine que par le passé. Elle se déroule sur la toile de fond d'une décroissance de l'économie et donc d'un risque accru que ne s'accroissent les revendications sociales propres à contrecarrer le dessein ambitieux de créer une « société harmonieuse ».

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL :

Depuis les réformes introduites dès 1978 par Deng Xiaoping dans le cadre de sa politique d'ouverture, le pays a enregistré une croissance annuelle de l'ordre de 10% qui a fait de lui dès 2009 la deuxième économie et le plus gros exportateur du monde. Cet effort a permis de tirer de la pauvreté environ 500 millions de personnes et d'en installer environ autant dans la classe moyenne. Ce résultat est remarquable. Mais il a été payé au prix fort sur le plan de la dégradation de l'environnement et a contribué à exacerber les disparités sociales et régionales. Ceci dit, même si régulièrement des troubles éclatent dans l'une ou l'autre partie de cet immense pays, la grande majorité des Chinois est satisfaite de la gestion du pays par ses dirigeants. La classe moyenne a passé avec eux une sorte de contrat social qui repose sur le partage des richesses et l'augmentation de la prospérité générale. Il est donc intéressant de constater que la légitimité du système ne repose pas tant sur des fondements idéologiques que sur l'aptitude du Parti à faire progresser le pays. Dans cette optique la croissance de l'économie joue un rôle-clef. Je dirais même que le maintien d'un fort taux de croissance constitue le plus gros défi actuel. Selon les experts un taux de 8% est jugé essentiel à la sauvegarde d'une « société harmonieuse », c'est-à-dire stable. Pourquoi ce chiffre ? Parce que c'est celui qui permet de créer les quelque 20 millions d'emplois

¹ Organisée par la [Section romande de la Société Suisse-Chine](#) en collaboration avec la [Chambre de commerce Suisse-Chine, Section romande](#).

nécessaires pour absorber ces nouveaux venus qui chaque année se déversent sur le marché du travail.

Il est encore une réalité dont les visiteurs en Chine, même quand ils s'y rendent fréquemment, ne sont pas toujours conscients : celle de la montée en gamme industrielle du pays. Beaucoup chez nous voient encore en elle un gigantesque atelier de production de biens de bas de gamme, tels des jouets ou des chaussures. Bien sûr, c'est encore le cas. Mais le pays compte de plus en plus d'entreprises à forte valeur ajoutée, notamment dans les véhicules électriques, l'imagerie électronique, l'énergie solaire, la micromécanique, la téléphonie et les nouveaux moyens de communication. Le décollage de la Chine est donc aussi qualitatif. Mais il serait erroné de penser que l'avenir se présente sans nuage : l'environnement est dans certains endroits dans un état déplorable, la production industrielle est souvent peu efficace, le système de santé précaire, pour ne pas dire inexistant, tout comme d'ailleurs la sécurité sociale. La Chine devra donc consentir d'énormes investissements, auxquels l'Europe et dans une moindre mesure les Etats-Unis ont déjà procédé.

Une sécurité sociale, un système de santé dignes de ce nom, ce n'est pas qu'une question d'équité. Il en va en définitive du caractère durable de la croissance chinoise. Si Pékin veut sortir de l'impasse à laquelle l'accule une économie fondée avant tout sur l'exportation, qui conduit la Chine à accumuler des avoirs en dollars (2'400 milliards !) et de ce fait à se lier au Trésor américain, il faut bien qu'un autre modèle de croissance prenne le relais. Celui-ci devrait être logiquement fondé sur la satisfaction des besoins du marché intérieur, ce qui implique une hausse des salaires réels (on a déjà vu quelques grèves dans des compagnies... étrangères) et une meilleure couverture sociale et santé. En effet, si le travailleur chinois se sent démuné face aux coups du sort, il conservera toujours son actuelle mentalité de fourmi et sa propension à l'épargne.

La montée en gamme industrielle et financière de la Chine ne signifie pas pour autant que le marché chinois se soit occidentalisé. Certes, suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC, la législation économique a été modifiée. Il n'en demeure pas moins que les compagnies étrangères travaillent dans un environnement juridique parfois opaque, discriminatoire ou changeant. Elles doivent aussi savoir qu'en cas de litige, elles ne pourront pas compter sur un examen judiciaire indépendant. En Chine, les tribunaux n'ont pas vocation à se mettre au travers du régime. Ils sont clairement au service du Parti. Les difficultés parfois rencontrées par les entreprises suisses m'amènent à penser qu'elles doivent disposer de la taille critique pour aborder ce marché. Il n'y a pas de recette uniformément applicable qui garantisse le succès. Mais je serais tenté de dire que la compagnie étrangère qui songe à s'implanter en Chine sans stratégie, pour la seule raison que le coût de la main d'œuvre y est plus bas, et néglige de prendre en compte d'autres obstacles (partenaire focal, pratiques locales, bureaucratie, etc.) s'expose à quelques mécomptes. En Chine, la vie des affaires est rude, les marges bénéficiaires étroites (exception faite peut-être de l'industrie du luxe) et en règle générale seul le volume des commandes passées – quand il est au rendez-vous – justifie l'investissement.

Aujourd'hui la croissance ralentit. Alors qu'elle était encore à deux chiffres il y a moins de 2 ans, elle se situe aujourd'hui à 8,1%. Des spécialistes la voient à 7,5% à la fin de l'année. Ce ralentissement traduit avant tout les difficultés actuelles de l'Europe, le principal acheteur de la Chine. Les exportations marquent donc le pas. A cela s'ajoute un problème moins connu, celui de l'endettement. Pour stimuler l'économie et conjurer les effets de la crise en 2008, le

Gouvernement avait rapidement réagi et adopté un paquet de mesures de relance pour un montant de quelque 530 milliards de francs suisses. Que s'est-il alors passé? Les autorités locales, qui en principe n'ont pas l'autorisation d'émettre des emprunts, ont été invitées à profiter de cette manne pour réaliser des projets d'infrastructure. Leur endettement a ainsi doublé de 2008 à 2010. La Banque centrale estime que 13% de ces prêts ne seront jamais remboursés. Des experts indépendants parlent plutôt de 20% à 30%. Il faut également ajouter aux chiffres communiqués par l'Etat les prêts consentis au Ministère des chemins de fer, le plus gros emprunteur du pays. De fait, l'endettement par rapport au produit national brut n'est pas de 17%, comme publié dans les statistiques officielles, mais plutôt de l'ordre de 60 à 70%. Et il faut savoir que la baisse des prix dans le secteur immobilier prive les collectivités de droit public d'importantes recettes pour rembourser leurs dettes. Pourtant il n'y pas lieu d'être alarmiste. Le Gouvernement est conscient de la situation. Il a desserré la vis en matière de crédit et ordonné la baisse de 0,5% des réserves minimales des banques, favorisant ainsi pour les ménages l'accès au crédit immobilier et donc une stabilisation des prix. Cette décision a été rendue possible par des résultats meilleurs que prévus dans la lutte contre l'inflation (aujourd'hui 4%). Il apparaît donc que la gestion de la crise par le Gouvernement central a eu les effets recherchés, qu'il bénéficie d'une marge de manœuvre facilitée par le fait qu'il dispose d'importantes réserves monétaires et que l'atterrissage de l'économie chinoise devrait se faire en douceur. Pour assurer le pilotage, il faudra certes parfois agir ou réagir à court terme, alors que le Plan quinquennal s'inscrit dans la durée. Mais la contradiction n'est qu'apparente : les Chinois savent faire preuve de beaucoup de pragmatisme quand leurs intérêts bien compris sont en jeu.

POLITIQUE INTERIEURE :

La Chine peut légitimement tirer quelque fierté de diverses réalisations ou actions récentes. La liste impressionne si l'on prend ces 4 dernières années : Jeux olympiques de Pékin en 2008, Universiades d'hiver de Harbin en 2009, Exposition internationale de Shanghai en 2010, Jeux pan-asiatiques de Canton et Universiades d'été de Shenzhen en 2011, efforts de reconstruction après deux tremblements de terre au Sichuan et au Qinghai et de graves inondations dans le Gansu, sans compter ce plan de relance déjà mentionné de quelque 530 milliards de francs suisses destinés à financer de nombreux chantiers à travers tout le pays (routes, aéroports, ports, métros, logements, etc.). Il n'y a guère de mois où les autorités centrales ou provinciales n'inaugurent pas un mégaprojet ! Quant on regarde autour de soi, on a le sentiment que le pays ne forme qu'un vaste chantier et dispose de moyens illimités. Les réussites et les réformes économiques et sociales du pays contrastent avec une certaine inertie, oserais-je dire glaciation du système politique. Si se confirme la pratique mise en place avec l'attelage formé par le Président Jiang Zemin et son Premier Ministre Zhu Rongji puis avec le tandem actuel Hu Jintao et Wen Jiabao, on devrait assister à l'arrivée aux premières places du Vice-président Xi Jinping et du Vice-premier ministre Li Keqiang. Il apparaît probable que les successeurs, du moins dans une première étape, reprendront à leur compte la gestion prudente et efficace de leurs prédécesseurs, qui vaut à la Chine désormais de dialoguer d'égal à égal avec les Etats-Unis.

La voie suivie aujourd'hui par la haute direction du Parti est médiane. Le Comité permanent (9 membres) adopte en effet une ligne centriste, à équidistance entre conservateurs nationalistes et partisans d'une plus grande ouverture de la société. Il faut en effet comprendre que le Chinois redoute instinctivement l'instabilité, le désordre, dont il a tant souffert dans son histoire. Pour la première fois depuis plus de deux siècles, la plupart des

Chinois connaissent une amélioration constante de leurs conditions de vie, une plus grande liberté, sans risque apparent de verser dans le chaos. La Chine est aujourd'hui universellement respectée, ce qui flatte le nationalisme à fleur de peau de beaucoup de ses citoyens. Cette lente montée en puissance assure aujourd'hui au Parti sa légitimité. 1/ est fort probable que si des élections libres pouvaient se tenir aujourd'hui, le PCC serait sans doute reconduit avec une confortable majorité, car une large partie de la population approuve dans ses grandes lignes sa gestion. Un mal menace pourtant à terme son monopole : la corruption. Les dirigeants à Pékin en sont bien conscients, qui tentent de donner le change en clamant l'établissement d'une démocratie intra-parti et en multipliant les actions spectaculaires contre ceux qui, en province ou dans les grandes villes, sont accusés d'avoir détourné de l'argent public. Je doute pour ma part qu'il soit possible de lutter à terme efficacement contre les tentations financières et les trafics d'influence dans un régime à parti unique, dont les membres, solidaires entre eux, auront naturellement tendance à se ménager et se protéger. Pour l'heure toutefois, fort de son bilan positif, le Parti est en mesure de faire face aux attaques d'internautes hardis, qui demandent de plus en plus à l'Etat de lui rendre des comptes ou souhaitent faire part aux autorités centrales des pratiques auxquelles se livrent certains potentats locaux.

L'affaire Bo Xilai a agi comme un révélateur de la moralité politique, puisque l'on apprend au détour d'une affaire de meurtre qu'un dirigeant de province aurait accumulé près d'un milliard de francs à l'étranger alors que l'intéressé (c'est le cas de le dire!), bien qu'il appartienne au Bureau politique, ne fait même pas partie du saint des saints, le Comité permanent. Mais elle est aussi révélatrice des factions et donc des tensions qui règnent au sommet de l'Etat : aux partisans de la poursuite des réformes économiques et la réduction du poids des grandes entreprises publiques dans l'économie s'oppose une faction dite conservatrice – celle des nostalgiques du maoïsme et de son discours égalitaire – qui au nom du refus des inégalités sociales ou régionales prône le retour à une économie plus encadrée par l'Etat.

S'il est un chapitre où la Chine estime qu'elle n'a pas de leçon à recevoir, voire même qu'elle aurait vocation à en donner, c'est bien celui des droits de l'Homme. Elle n'est pas peu fière des succès remportés dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle considère que jamais autant d'individus n'ont été en aussi peu de temps sortis de l'indigence (on parle de 500 millions de personnes) et cet indéniable succès facilite les relations de Pékin avec les pays en développement. Ce n'est donc pas dans l'attitude d'un pénitent que la Chine aborde ses différents dialogues droits de l'Homme avec les Occidentaux, mais de plain-pied, avec la conviction que l'embastillement de quelques dissidents est un prix somme toute fort raisonnable à payer pour maintenir la sacro-sainte stabilité sociale et avec elle la poursuite de cette ouverture « contrôlée » qui bénéficie à la majorité de la population. Par ailleurs, toujours dans le domaine des droits de l'Homme, on remarque aujourd'hui que la Chine s'efforce de favoriser un déplacement des débats vers l'arène multilatérale onusienne, où la elle dispose de nombreux alliés.

On constate d'ailleurs depuis quelque trois ans une certaine stagnation sur le front des libertés individuelles. Des avancées dans le traitement des personnes arrêtées ou détenues (établissement d'une ligne rouge, interrogatoires vidéo-filmés) sont contrebalancés par un recours plus fréquent aux dispositions du Code pénal sanctionnant les atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de l'Etat. Il n'est pas non plus question pour la Chine, comme elle l'avait laissé entendre, de procéder à la ratification du Pacte II de l'ONU (droits civils et politiques). De moins en moins perméable aux pressions internationales, la Chine reste tout de même

soucieuse de son image à l'étranger. Mais plutôt que d'agir avec retenue envers les « *cases of concern* » qu'elle voit comme des éléments dérangeants, elle préfère tenter de convaincre le citoyen global occidental par des campagnes médiatiques, par des nouvelles lois dont la mise en œuvre reste sujette à caution ou d'autres outils de sa large panoplie de « *soft power* ». Pour les défenseurs des droits de l'homme et toute la frange de la société civile qui s'est aventurée à critiquer pacifiquement mais trop ouvertement le Parti, la répression ne faiblit pas : intimidations envers les activistes et leur famille, fermeture d'ONG, longues peines de prison (11 ans pour les articles de Liu Xiaobo, le Prix Nobel de la paix, appelant à la réforme!), révocation de licences d'avocats ou même exécutions expéditives et exemplaires (Tibétains et Ouïghours impliqués dans les émeutes), détentions arbitraires et disparitions.

Cette même logique de contrôle explique la rigidité dont Pékin fait montre dans le dossier tibétain et dans la manière de traiter avec le dalaï-lama, qualifié dans la prose officielle de « moine avec une tête de chien ». Peu importe en définitive que le Gouvernement en exil ambitionne l'autonomie ou l'indépendance. Il n'est pas question de tolérer qu'une province, surtout quand elle fait un quart du territoire chinois et qu'elle est riche en eau et en matières premières, puisse ainsi remettre en cause le partage de l'autorité, au risque de favoriser de semblables revendications d'autres provinces. Le Xinjiang, avec ses Ouïghours, est lui aussi une Région autonome "difficile", car susceptible aux yeux de certains de glisser dans la spirale du "terrorisme, de l'"intégrisme" et de l'"extrémisme", qui sont les plus grands fléaux actuels selon Pékin. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Pékin a créé l'Organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe avec la Chine et la Russie la plupart des Républiques d'Asie centrale. Enfin, la question taïwanaise suscite encore et toujours des réactions épidermiques, en dépit du réchauffement des liens à travers le Détroit et de la politique de rapprochement graduel menée par le président Ma Ying-jeou depuis son arrivée au pouvoir en 2008.

POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE :

L'époque où Deng Xiaoping recommandait à la Chine de garder en politique étrangère un profil bas est désormais révolue. Sa dimension territoriale, démographique et économique en fait, qu'elle le veuille ou non, un des grands acteurs mondiaux. D'une manière générale la politique étrangère de Pékin est largement dictée par sa soif de matières premières. A ce titre la Chine est présente sur tous les continents, y compris dans les régions en crise comme le Soudan ou l'Afghanistan, où elle a investi plus de 3 milliards de dollars dans une mine de cuivre. Ce déploiement n'est pas sans conséquence sécuritaire dès lors qu'elle se doit de protéger ses intérêts économiques vitaux avec le concours de sa flotte de guerre. La marine a ainsi vu sa mission élargie. Loin de se borner à la défense des côtes, elle devra désormais assurer la protection des intérêts stratégiques nationaux où qu'ils se trouvent, comme elle le fait aujourd'hui dans le cadre de l'opération Atalante en Somalie.

La grande affaire, ce sont les rapports avec les Etats-Unis. Avec Washington, les sujets de discussion ne manquent pas et la relation est souvent empreinte de méfiance. Parmi les thèmes qui fâchent figurent le cours du RMB, que Washington juge artificiellement sous-évalué; Taiwan, à qui les Etats-Unis vendent périodiquement des armes; l'Iran, que la Chine ménage, eu égard à sa dépendance pétrolière; l'Afghanistan, où les USA voudraient que la Chine s'engage davantage sur le plan sécuritaire; la République populaire et démocratique de Corée, à laquelle Pékin offre une véritable bouée de survie; les droits de l'Homme, même si le Président Obama a apparemment décidé de ne pas en faire une pomme de discorde; le

réchauffement climatique, la Lybie autrefois, aujourd'hui la Syrie. Pourtant l'importance vitale de cette relation pour le système international et l'interdépendance financière et commerciale entre les deux pays les poussent, pragmatiquement, à densifier leurs relations. Ce qui frappe, c'est la multiplication des contacts et des visites à tous les niveaux entre les deux capitales, qui accrédite l'idée d'un dialogue permanent, voire d'un G2 de facto. Ceci dit, Pékin réfute officiellement l'idée qu'il puisse y avoir un duumvirat « Chi-Mérique » et préfère affirmer son engagement au sein du G20.

Avec un certain nombre de pays, elle entretient également un dialogue d'autant plus nourri que le pays en question pèse sur l'échiquier mondial ou régional. Avec le Japon, on peut parler de relations politiques froides et de relations économiques chaudes. Avec la Russie c'est plutôt l'inverse! Les deux pays ont établi pas moins de 17 commissions mixtes, coordonnées au niveau des premiers ministres, afin de passer en revue tous les aspects des relations bilatérales (p. ex frontières, transport, énergie, etc.), mais les échanges économiques sont à la traîne. Les relations avec l'Inde connaissent à l'occasion des embellies, mais elles demeurent marquées par une solide dose de méfiance, alimentée notamment par le contentieux frontalier et l'absence historique d'horizons partagés. Bien qu'elle s'en défende la Chine sape en sous-mains les efforts du Japon et de l'Inde en vue de conquérir un siège permanent au Conseil de sécurité. Le partenariat avec le Pakistan n'a de « stratégique » que le nom. Aucune valeur commune ne lie les deux pays, sinon une égale animosité à l'égard de la Nouvelle Delhi! Avec l'Union européenne, la Chine joue en maître de ses divisions. Elle entretient un dialogue régulier avec la France et le Royaume-Uni, membres permanents comme elle du Conseil de sécurité, mais ce serait plutôt l'Allemagne qui tient la corde, du fait de ses succès commerciaux et de la personne de Madame Merkel dont elle respecte la franchise des propos.

L'importance de l'accès aux ressources énergétiques nécessaires à alimenter l'économie chinoise – elle en consomme désormais davantage que l'économie américaine – a conduit Pékin à s'intéresser de plus près aux riches dépôts de gaz et de pétrole que la mer de Chine du Sud est censée receler. Pékin revendique la souveraineté de 80% de cette surface maritime, qui inclut les îles Spratley avec la zone économique exclusive connexe. Ces îles sont également convoitées par Brunei Dar-es-Salam, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam, sans oublier Taiwan! Pour compliquer la donne les Etats-Unis considèrent qu'il s'agit d' « eaux internationales » conformément à la Convention sur le droit de la mer, dans lesquelles ils procèdent à des manœuvres militaires. C'est ce qu'il est convenu d'appeler le retour américain en Asie du Sud-est. Les incidents sont désormais périodiques entre bâtiments chinois et chalutiers ou frégates philippins ou vietnamiens. Ils contredisent la vocation prétendument pacifique du nouveau porte-avions chinois mis à l'eau l'an dernier. Faut-il pour autant attribuer des visées régionales hégémoniques à la Chine? Bien que le renforcement de la présence militaire chinoise ait assurément un impact tactique, il faut voir que le regain d'influence de Pékin sur ses voisins émane tout simplement de son poids croissant dans les affaires du monde et tout particulièrement en Asie du Sud-est. Le contrôle que la Chine exerce sur les cours d'eau de la région – elle se refuse à devenir partie à la Convention du Mékong – est également une source de préoccupation pour ses voisins, même s'ils profitent de son essor économique.

CONCLUSION :

Quelle que soit la force des liens bilatéraux, il y a des sujets sur lesquels Pékin ne transigera jamais, dans la mesure ils relèvent de ses « *core interests* ». Ceux-ci s'articulent sur le

maintien et la sécurité de son système politique, la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale (Taiwan, Tibet, Xinjiang). Ils illustrent le fait que les questions domestiques demeurent prioritaires dans la définition de la politique étrangère et que la défense de valeurs universelles n'y joue qu'un rôle secondaire. Les dirigeants de ce pays en développement (PNB de moins de 5'000 dollars par habitant) sont avant tout des pragmatiques, déterminés à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales et régionales, ainsi qu'à... à réserver le monopole du pouvoir au Parti, auquel sont liés leurs intérêts. En s'acquittant de leur mission ils sont même disposés à tirer des enseignements de leur observation des pratiques étrangères. Mais ils refuseront obstinément de se laisser dicter par d'autres le rythme des réformes ou la voie à suivre. En somme la Chine nous administre une leçon d'ouverture souveraine et contrôlée.